



CDEN du 30 novembre 2017, Quimper

DÉCLARATION PRÉALABLE de la FSU

Mme la Directrice académique, M le Vice-président du Conseil départemental, Mmes et Ms les représentants, chères et chers collègues,

Ce qui frappe lorsque nous reprenons nos analyses des années précédentes et découvrons les bilans de cette rentrée et les premiers projets pour l'an prochain, c'est que dans le Finistère rien ne bouge et que tout s'aggrave.

Rien ne bouge et tout s'aggrave concernant les écoles religieuses, ces paradis fiscaux du système éducatif qui profitent des innombrables libertés que leur statut leur accorde, des failles de la réglementation, de la difficulté pour les services de l'Éducation nationale à les contrôler, quand ce n'est pas de la complicité d'un Conseil départemental qui se dit de gauche et assume publiquement la présence d'un établissement catholique à côté de chaque collège public du département.

Prenons pour exemple ce qui se passe cette année dans le secondaire. La population totale continue d'augmenter : + 229 élèves en collèges, + 50 en lycées (GT et pro confondus). Comparons ensuite les deux réseaux. Dans les collèges publics 62 élèves de plus, une croissance de 0,25 %. Dans les collèges privés (catholiques + Diwan ?) 167 élèves de plus, une croissance de 0,90 % : l'augmentation en collège est donc près de quatre fois plus forte dans le réseau privé que dans le réseau public. Un calcul de même nature indique que dans les lycées la progression est sept fois plus forte dans le privé que dans le public.

Paradis fiscaux, paradis éducatifs, même combat face aux stratégies d'évitement et au refus de l'égalité des chances. Si rien ne bouge et si tout s'aggrave, la FSU ne désespère pas et continue d'alerter.

Ce mandat que nous portons suffit pour que nous opposions au projet de modification du secteur du collège Mescoat à Landerneau - nous ne voulons pas d'une migration vers le privé – et continuions de demander la création d'un second collège à Landerneau, tout comme, et bien que ce ne soit pas directement de notre ressort ici, la FSU demande le maintien et le développement du lycée Jean Moulin à Plouhinec.

Si nous avons décidé contrairement à nos habitudes de terminer par le premier degré c'est parce que la situation y est encore plus compliquée et symptomatique des problèmes du département.

Tout d'abord nous n'avons pas eu de CT de rentrée 1^{er} degré et les documents préparatoires pour ce CDEN ne contiennent aucun chiffre concernant la population scolaire globale dans le

département. Si c'était parce que toutes les écoles privées avaient disparu nous nous en réjouirions mais ce n'est pas le cas. Il y a donc un manque d'information, nous demandons que les chiffres nous soient transmis.

Dans l'attente penchons-nous sur les écoles publiques : le département y a perdu 1350 élèves entre la rentrée 2016 et la rentrée 2017, c'est une chute inédite et considérable, de près de 2,5 % des effectifs, après celle déjà très importante d'environ 1% l'an dernier.

En faisant l'hypothèse que ces élèves ne sont pas massivement passés dans le privé, il s'agit donc d'une chute considérable de la natalité. Chacune et chacun ici en mesure parfaitement les conséquences, pour l'emploi public certes, mais aussi pour les finances et pour l'économie, bref pour l'avenir tout court du département du Finistère si rien n'est fait pour affronter cette crise majeure.

Expliquons-nous : la seule manière connue de compenser une baisse démographique est d'augmenter le solde migratoire. Ces migrants sont d'abord les retraité-es qui viennent profiter d'un cadre de vie qui leur convient ou qui tout simplement reviennent au pays. Ils sont les bienvenus mais loin de suffire. Nous pensons ici aux autres, ces millions de personnes qui dans le monde entier fuient la guerre et la misère, d'Asie, du Moyen Orient, d'Afrique. Tant de familles, tant de jeunes qui mettent leur vie en danger pour survivre. Certes tout doit être fait en faveur de la paix et du développement économique sur place, mais en attendant, pourquoi n'ouvrez-vous pas les portes ? Pourquoi attiser les craintes ? Pourquoi alimenter l'hostilité ? Pourquoi chercher par tous les moyens à les décourager ?

Nous aimerions comprendre. Il y a un siècle les Finistériens ont migré par milliers, vers Nantes, vers l'Aquitaine, en Amérique. Pourquoi aujourd'hui, alors que des milliers de logements sont vides, que des centaines de classes sont ou vont être menacées, que des collèges et des lycées voient ou vont voir leurs effectifs diminuer, alors que notre expérience du quotidien montre toute la richesse et la fraternité qu'apportent celles et ceux qui réussissent à franchir les obstacles, pourquoi refuser cette manne ? Où est la faille dans notre raisonnement ?

Je vous remercie.